

« d'opérer son débarquement sur un point quelconque de  
 « quatre-vingts lieues de côtes, et d'obtenir bientôt un  
 « avantage décidé sur mon armée, si sa constitution est  
 « proportionnée à son nombre.

« Il m'est également impossible d'empêcher une armée  
 « plus forte, qui déboucherait par la frontière d'Autriche  
 « ou de Turquie, d'obtenir des avantages sur mon armée  
 « de Dalmatie.

« Mais faut-il que 6,000, 8,000 ou 12,000 hommes, que  
 « les événements de la politique générale peuvent me  
 « porter à tenir en Dalmatie, soient détruits et sans res-  
 « sources après quelques combats? Faut-il que mes mu-  
 « nitions, mes hôpitaux et mes magasins, disséminés à  
 « l'aventure, tombent et deviennent la proie de l'ennemi,  
 « du moment qu'il aurait acquis la supériorité en cam-  
 « pagne sur mon armée de Dalmatie? Non; c'est ce qu'il  
 « m'importe de prévoir et d'éviter. Je ne puis le faire que  
 « par l'établissement d'une grande place, d'une place de  
 « dépôt qui soit comme le réduit de toute la défense de  
 « Dalmatie, qui contienne tous mes hôpitaux, mes ma-  
 « gasins, mes établissements, où toutes les troupes de  
 « Dalmatie viennent se reformer, se rallier, soit pour s'y  
 « renfermer, soit pour reprendre la campagne, si telles  
 « sont la nature des événements et la force de l'armée  
 « ennemie. Cette place, je l'appelle place centrale. Tant  
 « qu'elle existe, mes troupes peuvent avoir perdu des  
 « combats, mais n'ont essuyé que les pertes ordinaires de  
 « la guerre; tant qu'elle existe, elles peuvent elles-mêmes,  
 « après avoir pris haleine et du repos, ressaisir la vic-  
 « toire, ou du moins m'offrir ces deux avantages d'occu-  
 « per un nombre triple d'elles au siège de cette place, et  
 « de me donner trois ou quatre mois de temps pour arri-  
 « ver à leur secours; car, tant que la place n'est pas prise,  
 « le sort de la province n'est pas décidé, et l'immense  
 « matériel attaché à la défense d'une aussi grande pro-  
 « vince n'est pas perdu.

« On a demandé, dans le siècle dernier, si les fortifica-  
 « tions étaient de quelque utilité. Il est des souverains qui  
 « les ont jugées inutiles, et qui, en conséquence, ont  
 « démantelé leurs places. Quant à moi, je renverserais la  
 « question et je demanderais s'il est possible de combiner  
 « la guerre sans des places fortes, et je déclare que non.  
 « Sans des places de dépôt, on ne peut pas établir de bons  
 « plans de campagne, et sans des places que j'appelle de  
 « campagne, c'est-à-dire à l'abri des hussards et des  
 « partis, on ne peut pas faire la guerre offensive. Aussi,  
 « plusieurs généraux qui, dans leur sagesse, ne voulaient  
 « pas de places fortes, finissaient-ils par conclure qu'on  
 « ne peut pas faire de guerre d'invasion. Mais combien  
 « faut-il de places fortes? C'est ici qu'on se convaincra  
 « qu'il en est des places fortes comme du placement des  
 « troupes. Prétendez-vous défendre toute une frontière  
 « par un cordon? Vous êtes faible partout, car enfin tout  
 « ce qui est humain est limité : artillerie, argent, bons  
 « officiers, bons généraux, tout cela n'est pas infini, et, si  
 « vous êtes obligé de vous disséminer partout, vous n'êtes  
 « fort nulle part. Mais renfermons-nous dans la question.

« Une place centrale, une fois existante, tous les plans  
 « de campagne de mes généraux doivent y être relatifs.  
 « Une armée supérieure a-t-elle débarqué sur un point  
 « quelconque, le soin des généraux doit être de diriger  
 « toutes les opérations de manière que leur retraite sur la  
 « place centrale soit toujours assurée.

« Tous les magasins de l'armée y seront concentrés,  
 « tous les moyens de défense s'y trouveront prodigués, et  
 « un but constant se trouvera donné aux opérations des  
 « généraux. Tout devient simple, facile, déterminé; rien  
 « n'est vague quand on établit de longue main, et par  
 « autorité supérieure, le point central d'un pays.

« Si, au contraire, je suis en guerre avec l'Autriche, ce  
 « qui est l'hypothèse la plus probable, la place de Zara  
 « m'offre beaucoup d'avantages. Les 10,000 ou 12,000



« hommes que j'ai en Dalmatie se réunissent à Zara et  
 « peuvent se combiner avec mon armée de l'Isonzo, et  
 « par là entrent dans le système de la guerre; les Autri-  
 « chiens ne peuvent pas les négliger; ils seront donc  
 « obligés de placer un même nombre d'hommes pour les  
 « tenir en échec, et, par ce moyen, la Dalmatie ne m'affai-  
 « blit pas. En occupant, par mes armées, beaucoup de ter-  
 « rain, je ne dois point perdre de vue de les faire concou-  
 « rir toutes à un plan de campagne général, de n'éprouver  
 « aucun affaiblissement, ou que le moindre possible.

« Mais s'ensuit-il donc que toutes mes troupes doivent  
 « être réunies autour de Zara? Certainement non. Mes  
 « troupes doivent occuper les positions que mes généraux  
 « jugeront les plus convenables pour un camp destiné à  
 « se porter sur tous les points de la frontière. Mais l'em-  
 « placement que doivent occuper ces troupes dépend de  
 « leur nombre et des circonstances qui changent tous les  
 « mois. On ne peut attacher aucune importance à prévoir  
 « ce qu'il convient de faire là-dessus. »

Sans s'étendre sur ce sujet, que l'étude des faits seule  
 développera avec fruit, on peut déjà résumer comme il  
 suit les devoirs qui incombent, en pareil cas, à une  
 armée :

- 1° Préparation de la résistance pendant la paix ;
- 2° Choix des lignes de retraite les plus avantageuses ;
- 3° Reconnaissance et préparation des positions défensives de seconde ligne qui ralentiront la marche de l'ennemi ;
- 4° Préparation des moyens de résistance destinés à diviser les forces de l'adversaire ;
- 5° Enfin, dispositions qui permettront, à un moment donné, de reprendre l'offensive.

Après ce rapide exposé des principes généraux relatifs  
 aux opérations défensives, il importe d'en suivre l'applica-  
 tion dans quelques campagnes. Ce sera le meilleur moyen  
 de se rendre compte de leur portée pratique et des

chances de succès ou de revers qu'elles réservent aux  
 armées.

Rien, à cet égard, ne saurait offrir plus d'intérêt que la  
 défense même de notre patrie. C'était l'avis de Napoléon,  
 et l'expérience a malheureusement prouvé que de tous les  
 pays d'Europe, c'est le nôtre dont les ressources défensives  
 devraient nous être le plus connues.

Dans une lettre datée de Finkestein, le 19 avril 1807,  
 l'Empereur écrivait à son ministre de la guerre, à propos  
 d'un programme d'instruction militaire :

« . . . . Il faudra faire connaître les différents plans  
 « de campagne adoptés dans les différentes époques de  
 « notre histoire, soit pour envahir, soit pour se défendre ;  
 « l'origine des succès, la cause des défaites. . . . Com-  
 « ment nos frontières ont été défendues dans les diffé-  
 « rentes guerres par les grands capitaines. . . . Il  
 « faudra apprendre à profiter des fautes qui ont causé les  
 « revers et à apprécier les dispositions qui les auront pré-  
 « venus (1). »

Suivons donc ce conseil et remontons dans le passé, à  
 l'époque la plus critique de notre histoire, aux guerres de  
 la première République.

#### V. — Défense de l'Argonne en 1792. — Première invasion.

Nous sommes en 1792, au commencement de l'année.  
 L'étranger nous menace, et, en prévision des hostilités, le  
 gouvernement a formé quatre armées. Le 20 avril, il est  
 forcé de déclarer la guerre, et, le 11 juillet, de proclamer  
 la patrie en danger.

Nous avons alors :

- 1° Une armée du Nord, sous Lafayette, comprenant

(1) Général Pierron.



deux corps : celui du Nord, fort de 18,000 hommes ; celui de la Meuse, fort de 20,000 hommes ;

2° Une armée de l'Est, sous Lückner, comprenant également deux corps : celui de la Moselle, à l'effectif de 18,000 hommes ; celui d'Alsace, qui en comptait 40,000.

Nos forces s'élevaient ainsi à 96,000 hommes. Ceux-ci étaient mal équipés, mal organisés, sans discipline, sans confiance dans leurs chefs, et répartis en cordon le long des frontières, de Dunkerque à Huningue.

Les alliés avaient mis sur pied une armée de 160,000 hommes.

Leur supériorité assurait leur succès. Mais ils ne surent pas en profiter, et, au lieu d'agir en masses, ils se divisèrent.

Leur armée principale comprenait trois groupes :

Celui du centre, fort de 60,000 hommes, sous les ordres du duc de Brunswick, général en chef.

Celui de droite, fort de 20,000 Autrichiens, commandé par Clerfayt.

Celui de gauche, à l'effectif de 16,000 hommes, sous le prince de Hohenlohe-Kirchberg.

Il y avait, en outre, 20,000 Autrichiens dans les Pays-Bas : 25,000 sur le Rhin et 12,000 émigrés disséminés dans ces différents corps.

Le plan des alliés consistait à percer notre centre et à marcher sur Paris, par Verdun et Châlons.

Dans ce but, l'armée principale, composée de Prussiens, de Hessois et d'émigrés, devait se diriger, par Luxembourg, sur Longwy et Verdun.

La droite, sous Clerfayt, devait passer la Chiens entre Montmédy et Sedan, refouler l'armée de Lafayette, qui couvrait ces deux places, traverser la Meuse entre Verdun et Sedan, et marcher sur Paris par Reims et Soissons.

La gauche avait pour mission de franchir la Moselle entre Thionville et Trèves, et d'attaquer successivement Thionville et Metz.

Le 30 juillet, ces masses s'ébranlèrent et, marchant avec une extrême lenteur, elles mirent vingt jours pour gagner notre frontière, qui n'était cependant qu'à 40 lieues de Coblenz.

La première invasion commença le 19 août. Le 23, la garnison de Longwy, intimidée, capitula, et la facilité de ce succès augmenta la confiance de l'ennemi. A ce moment, notre armée du Nord était sans consistance. Elle venait de perdre son chef Lafayette qui, n'ayant pas voulu reconnaître les événements du 10 août, s'était vu forcé de quitter la France. Il n'avait pas encore été remplacé, et si les alliés avaient rapidement marché, ses troupes auraient été accablées. Il leur eût été facile de vaincre ensuite Lückner, et dès lors la route de Paris leur eût été ouverte. Mais ils préférèrent se diriger d'abord sur cette capitale, sans se rendre compte, comme ils le comprirent plus tard, que pour cette entreprise il leur fallait au moins 200,000 hommes : 100,000 pour marcher sur Paris, tandis que deux armées de 50,000 hommes chacune auraient observé les places et contenu nos forces, en couvrant les lignes de communications.

Le 30, l'armée alliée arriva devant Verdun. Une partie de la population et la garnison ayant commis la lâcheté de se révolter contre le commandant Beaurepaire qui voulait se défendre, ce dernier se tua, et la ville fut prise le 2 septembre. Il n'y avait plus une seule place forte jusqu'à Paris.

La situation était grave, et l'émotion qu'elle produisit en France a laissé dans notre histoire des traces ineffaçables. Le gouvernement changea ses généraux. Dumouriez fut nommé au commandement de l'armée du Nord, et Kellermann à celui de l'armée de l'Est, à la place de Lückner.

A peine arrivé à son quartier général à Sedan, Dumouriez trouva son armée méfiante et mal disposée.

Il assembla aussitôt un conseil de guerre pour arrêter



un plan de défense et juger en même temps les impressions de ses généraux.

La situation était la suivante :

La grande armée prussienne occupait Verdun.

Clerfayt était à Stenay et Juvigny.

La gauche, sous Hohenlohe, avait investi Thionville.

Les Hessois tenaient Longwy.

Le duc de Saxe-Teschen couvrait les Pays-Bas.

D'autres troupes protégeaient la ligne du Rhin.

Nos armées étaient séparées par la masse des alliés.

Dumouriez n'avait, à Sedan, que 23,000 hommes. Beurnonville, Moreton et Duval étaient au camp de Maulde, à Maubeuge et à Lille avec 30,000 hommes. Kellermann se trouvait à Metz avec 20,000 hommes; Custine à Landau avec 15,000, et Biron en Alsace avec 30,000. (V. *planche XXXVI.*)

Après avoir écouté l'exposé de la situation, les généraux furent d'avis que, pour défendre le territoire, il fallait reculer jusqu'à la Marne, y occuper une forte position défensive, s'y retrancher, y ramener les armées du Nord et de l'Est, et attendre des renforts.

C'était l'opinion d'hommes qui avaient perdu confiance en eux-mêmes et dans leurs troupes, qui n'entrevoyaient plus que la défaite, et dont l'esprit avait déjà cédé au découragement. Dumouriez seul fut d'un avis contraire. A ses yeux, l'Argonne, avec ses bois, ses marais, ses nombreux ruisseaux, ses cinq défilés, formait une bonne ligne de défense. Il s'agissait de l'occuper avant les Prussiens et de la leur disputer.

L'entreprise n'était pas aisée. Notre armée était à l'extrémité nord de cette chaîne.

Il fallait s'emparer d'abord du passage des Islettes, qui ouvrait la route de Châlons, et de celui de Grandpré, qui ouvrait celle de Reims.

Il y avait ainsi 12 lieues à parcourir, à peu de distance des Prussiens.

Pour y arriver, Dumouriez résolut de tromper leur attention par une démonstration offensive sur leur droite. Il en chargea Dillon, qui, avec une forte division de 8,000 hommes, se jeta sur les avant-postes ennemis à Stenay, les rejeta au delà de la Meuse, fit ensuite à droite, et vint occuper sans encombre la Chalade et les Islettes.

Le reste de l'armée ayant suivi ce mouvement, nos troupes se trouvèrent en position, le 4 septembre, sur la ligne de défense choisie.

Dumouriez tenait le défilé de Grandpré avec 15,000 hommes. Ses troupes campaient sur les hauteurs qui s'élèvent en amphithéâtre entre l'Aisne et l'Aire, la gauche à Grandpré, la droite à Marcq, le front et les deux ailes couverts par un coude de l'Aire. Une forte avant-garde sous Miranda et Stengel était à l'est de l'Aire, la droite à Saint-Juvin, le centre à Verpel, la gauche vers Beffu et le Morthomme. Cette position fut immédiatement entourée de forts retranchements. Elle était complétée par celle de la Croix-aux-Bois, que défendaient 1000 hommes d'infanterie et 300 dragons.

Enfin, le passage du Chêne-Populeux était défendu par Dubouquet, avec une division nouvellement organisée à Reims. Elle comptait 4,000 hommes tirés de l'armée du Nord et 1800 gardes nationaux. C'était un total de 30,000 hommes environ.

En même temps, Dumouriez fit donner l'ordre à Kellermann de venir le rejoindre avec 22,000 hommes par Ligny et Bar-le-Duc vers Sainte-Menehould; à Beurnonville, de lui amener 16,000 hommes de l'armée du Nord à Rethel, et de gagner ensuite Grandpré.

Les premières dispositions consistaient donc à concentrer la plus grande masse de troupes disponibles sur la ligne de défense, face aux positions de l'ennemi, et à occuper en force tous les passages.

Ces mesures furent complétées par la création de camps



d'instruction à Châlons, à Reims et à Meaux, et par l'envoi sur ces points de tous les renforts tirés des volontaires de Paris. Le gouvernement comptait réunir ainsi une masse de 100,000 hommes, entre la capitale et les Prussiens. Enfin, de tous côtés on organisa des ateliers pour activer la fabrication des armes et des effets d'équipement.

Brunswick, ayant appris l'arrivée de Dumouriez dans l'Argonne, résolut de se prolonger vers Landres, pour gagner notre gauche. Il fit faire des démonstrations sur Romagne et Briquenay. Dumouriez, trompé par ces mouvements et croyant que Grandpré était seul menacé, fit dégarnir la Croix-aux-Bois et n'y laissa que 100 hommes. Cette faute faillit compromettre la campagne.

Clerfayt s'en aperçut et enleva ce défilé le 12 septembre. Il coupait ainsi nos forces en deux, et menaçait nos communications. Dumouriez chargea aussitôt le général Chazot de reprendre la Croix-aux-Bois avec deux brigades renforcées de deux bataillons, six escadrons et quatre pièces.

Chazot attaqua le 14 et réussit. Mais Clerfayt ayant tourné sa droite l'obligea à repasser l'Aisne à Vouziers, le sépara de Dumouriez et reprit son poste.

En même temps, Dubouquet, assailli par les émigrés au Chêne-Populeux, était également coupé de Grandpré, puis rejeté sur Attigny et Châlons.

En quelques jours, la situation était devenue critique. Réduit à 16,000 hommes, tourné au nord et sur son flanc gauche par 25,000 Autrichiens, menacé de front par 40,000 Prussiens, Dumouriez avait perdu la gauche de sa ligne de défense, et courait le risque de se voir enfermé entre l'Aire et l'Aisne. La résolution qu'il prit dans cette circonstance est des plus remarquables.

Il résista encore aux conseils qu'on lui donnait de se retirer derrière la Marne, convaincu que l'effet de ce mouvement serait désastreux, et que, dans un pays de

plaines, l'ennemi tirerait de grands avantages de sa supériorité numérique, surtout en cavalerie.

Il se décida à abandonner aux Prussiens la route de Châlons, s'attachant seulement à garder ses communications sur Vitry, et espérant menacer ainsi celles de ses adversaires.

Puis, sans perdre de temps, il ordonna à Beurnonville, qui était à Rethel, de se porter à Sainte-Menehould en remontant l'Aisne; à Chazot et à Dubouquet de le suivre; à Dillon, de défendre la Chalade et les Islettes jusqu'à la dernière extrémité et d'inquiéter l'aile gauche de l'ennemi par Passavant; au général d'Harville, qui organisait les renforts de Reims, de se rendre avec un petit corps à Pont-Faverger, sur la Suippe; au général Sparre, à Châlons, de se porter en avant de cette ville. L'arrivée des gardes nationales éleva rapidement ces deux derniers corps à 10,000 hommes chacun. Enfin, il adjura Kellermann de hâter sa marche et de le rejoindre au plus tôt.

Une fois ces dispositions prises, Dumouriez fit lever son camp dans la nuit du 14 au 15, par un temps affreux, traversa l'Aisne, arriva à Autry, et, malgré une forte alerte d'arrière-garde, remonta la rivière jusqu'à Sainte-Menehould.

Là, il prit position devant la route de Châlons, la droite à l'Aisne, presque vis-à-vis Neuville-au-Pont; le front sur des hauteurs en arrière des villages de Maffrécourt, Braux-Sainte-Cohière, Valmy et Dampierre; la gauche, appuyée près de l'Auve, aux étangs situés entre cette rivière et l'Aisne (V. *planche XXXVII*).

Le manque d'activité des Prussiens donna à Beurnonville et à Kellermann le temps d'opérer leur jonction et, le 19, Dumouriez put disposer de 70,000 combattants.

L'armée alliée se mit en mouvement le 18, convaincue que nous battions en retraite, déboucha par Grandpré et Vouziers, atteignit la route de Suippes à Somme-Bionne



avec son avant-garde, le 20 au matin et, peu d'instants après, celle de Sainte-Menehould à Châlons.

La veille au soir, Dumouriez avait assigné comme position à Kellermann les hauteurs de Gizaucourt placées à sa gauche, en l'autorisant, en cas d'attaque, à se déployer sur les hauteurs secondaires de Valmy, au delà de l'Auve. Ce dernier, exécutant son mouvement dans la nuit du 19, se porta sur Valmy, appuyant ainsi à droite et négligeant les hauteurs de Gizaucourt en face de celles de la Lune, par lesquelles arrivaient les Prussiens. Le lendemain, il reconnut les défauts de sa position qui l'exposait à être rejeté dans les marécages de l'Auve, derrière Valmy. Il demanda l'appui de Dumouriez. Le mouvement qui en résulta fit croire aux Prussiens à une marche rétrograde vers Châlons et les décida à attaquer.

Pendant ce temps, Dumouriez avait dirigé Stengel avec une forte division sur le Mont-Yvron, pour soutenir la droite de Kellermann; Beurnonville, avec 16 bataillons, pour l'appuyer en arrière; Chazot, avec 9 bataillons et 8 escadrons sur la route de Châlons, pour occuper Gizaucourt et couvrir la gauche; enfin Leveneur, avec 12 bataillons et 16 escadrons sur Virginy, par Berzieux, pour menacer la gauche des alliés. Kellermann avait renforcé le centre de sa position à Valmy par une nombreuse artillerie.

Un premier engagement eut lieu près de Gizaucourt entre des troupes d'avant-garde. Nos soldats durent céder au nombre, et Gizaucourt fut occupé par les Prussiens.

Vers dix heures, le brouillard s'étant dissipé, l'action se développa. L'armée ennemie, formée sur deux lignes, dirigea sur nos positions trois attaques successives en échelons, vivement préparées et soutenues par trois batteries. Au début, la canonnade ébranla nos soldats, qui reculèrent en désordre. Mais on put les ramener, pendant que la réserve d'artillerie à cheval, appuyée par les pièces du moulin, rétablissait le feu.

Peu d'instants après, les colonnes prussiennes se portèrent en ordre régulier sur les hauteurs de Valmy, la gauche sur le village, le centre sur le moulin et la droite en échelons en arrière. Kellermann fit aussitôt former ses troupes en colonnes par bataillon, et les entraînant au cri de : *Vive la Nation!* ordonna de charger à la baïonnette.

Ce mouvement décida du succès. Devant notre offensive, les têtes de colonnes ennemies hésitèrent; un temps d'arrêt se produisit, puis un demi-tour et un recul. Le duc de Brunswick, craignant un échec, avait donné l'ordre de suspendre l'attaque. A quatre heures, il tenta un retour offensif qui ne put aboutir et fit rentrer ses troupes dans leurs positions.

La journée était terminée; les Prussiens étaient battus. Cette affaire, insignifiante comme bataille, n'avait donné lieu qu'à une bruyante canonnade et à des mouvements offensifs à peine dessinés. Elle coûtait 800 à 900 hommes à chaque armée. Ses résultats furent néanmoins considérables. Elle releva d'abord la confiance de nos troupes et détruisit celle de nos adversaires. Dumouriez en profita pour exciter le courage de ses soldats; il fit rectifier la position de Kellermann dans la soirée même, assura ses communications avec Vitry et Bar-le-Duc, et, sachant les Prussiens démoralisés, se tint prêt à repousser une nouvelle attaque.

A ce moment, leurs éclaireurs avaient paru près de Reims, et le gouvernement effrayé supplia Dumouriez de revenir vers Châlons pour couvrir la capitale. Mais loin de se laisser ébranler, il répondit que les gardes nationaux de Reims étaient assez nombreux pour chasser des uhlands, et qu'il ne quitterait pas son poste pour des housardailles.

« J'ai toujours l'avantage de la position, écrivait-il, soit que les ennemis marchent en avant, soit qu'ils tentent une retraite, soit qu'ils veulent risquer une bataille. »

Le 30 septembre, en effet, les Prussiens se décidaient à la retraite. Leur armée souffrait cruellement du manque